

LA NOUVELLE STRATÉGIE INDUSTRIELLE TARDE À SE METTRE EN PLACE

Cela fait plus d'un an et demi que les «Assises sur la nouvelle stratégie industrielle» ont eu lieu. Nous attendons, depuis, de connaître le contenu précis de cette nouvelle politique industrielle et si l'Etat algérien a vraiment décidé de la mettre en œuvre. Si l'on devait s'en tenir au document discuté lors de ces assises et intitulé «Stratégie et politiques de relance et de développement industriels» édité par le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI), trois séries de mesures sont préconisées qui touchent

1) au mode d'organisation de la nouvelle industrie algérienne

2) à la politique d'investissement qui va y être déployée et à la manière dont l'activité industrielle va être régulée.

1/ Du point de vue de l'organisation, les entreprises industrielles publiques sont maintenues, pour la plupart d'entre elles, assainies, regroupées par branche d'activité et ouvertes au partenariat étranger.

L'Etat n'envisage pas de «compter» d'abord sur l'entreprise privée pour relancer l'industrie. Il semble même donner ses faveurs à l'entreprise publique, quitte à la restructurer tel que nous venons de le rappeler.

2/ Dans le domaine du mode d'accumulation (l'invest-

tissement), la nouvelle stratégie de développement industriel repose d'abord et avant tout sur l'apport financier de l'Etat qui restera gros investisseur sans exclure, bien évidemment, l'investissement privé national et étranger. L'Etat investira probablement et chaque fois qu'il le pourra en partenariat avec des investisseurs privés, notamment étrangers, mais il ne se retire pas de l'effort d'investissement notamment dans les gros projets qui concerneront les industries mécaniques, pétrochimiques, électriques et électroniques, chimiques et pharmaceutiques. Relevons ici que les choix sectoriels de la politique industrielle des années 70 sont maintenus.

Le document du MIPI précise d'ailleurs qu'il ne s'agit pas «seulement de réformer l'environnement institutionnel et économique national et de laisser les agents privés et les investisseurs décider souverainement de leurs choix et les forces du marché jouer librement». En un mot, l'Etat reste actif et bien actif.

3/ Dans le domaine de la régulation, l'Etat intervient pour orienter les décisions des investisseurs dans le sens voulu et arrêté par la stratégie industrielle. Il ne s'agira pas de régulation directe, par injonctions administratives, mais de régulation indirecte en corrigeant les «effets indésirables» du marché.

En résumé, on peut retenir trois grandes orientations de la nouvelle stratégie industrielle

1- le rôle prééminent de l'Etat dans l'investissement et dans la régulation est confirmé

2) la plus grande partie des plate-formes et des entreprises industrielles publiques existantes sont récupérées et leur capital sera ouvert à des partenaires étrangers dont il est attendu un apport en technologie et en management

3) un pilotage de la politique industrielle par un comité gouvernemental de veille sera organisé.

Le rôle et la place de l'entreprise privée nationale sont reconnus sans être définis avec précision et le soutien de l'Etat, qui leur est indispensable dans cette phase de relance de l'ambition industrielle de l'Algérie, n'est pas souligné.

Ces orientations de la nouvelle stratégie industrielle appellent de notre part les observations suivantes :

1- Nous savons que sur le plan théorique en matière de politique industrielle, il y a aujourd'hui deux thèses principales en débat sur le rôle de l'Etat dans ce domaine.

A) La première thèse insiste sur le rôle de l'Etat qui doit surtout dans les pays du Sud définir, par une politique volontariste, les nouvelles spécialisations, mobiliser les ressources pour l'investissement et compter d'abord et avant tout sur ses propres forces, l'investissement direct étranger étant au mieux, un complément à l'effort national et dont il ne faut attendre aucun miracle.

Selon ce point de vue, l'Etat doit reprendre l'investissement industriel, consolider les instituts de formation de cadres compétents, développer la recherche-innovation.

B) La seconde thèse débattue est celle qui défend l'idée d'une nouvelle politique industrielle en phase avec les contraintes qu'impose la mondialisation. Cette nouvelle politique industrielle (nous préférons parler, quant à nous, de stratégie industrielle) suppose un nouveau rôle de l'Etat.

Aujourd'hui, ce sont bien les firmes internationales qui imposent leurs stratégies et pas seulement dans l'industrie. Elles sont elles-mêmes obligées d'intégrer dans leur démarche les nouvelles caractéristiques du contexte mondial dont on peut citer :

* l'accélération du libre-échange

* le développement des réseaux d'information et de communication

* la baisse des coûts de transport

* la hausse des coûts de la recherche-innovation.

Ces nouvelles données obligent les firmes internationales à rechercher des économies d'échelle, à réduire leurs coûts, à développer des facteurs de compétitivité. Elles externalisent leurs activités dans les pays qui ont les capacités de les accueillir.

Elles ne cherchent plus à contrôler la gestion des partenaires étrangers par des prises majoritaires dans leur capital. A la place, elles s'installent ou bien passent des contrats avec les entreprises locales lorsque celles-ci sont performantes. Les firmes internationales deviennent des firmes-réseaux. Et participer activement «par le haut» au processus de mondialisation de l'économie, c'est intégrer ces firmes-réseaux,

c'est s'intégrer dans les chaînes de valeur internationales en réalisant des segments du processus de production piloté par ces firmes internationales.

Dès lors, pour les pays du Sud, cette mondialisation impose des restructurations industrielles, des restructurations offensives. Pour ne pas être laissé au bord de la route, il faut renoncer à certaines activités et en développer des nouvelles, plus performantes, plus novatrices, plus intégrées aux firmes-réseaux.

Les politiques industrielles et technologiques d'inspiration colbertiste avec rôle déterminant de l'Etat qui constituaient la pratique habituelle des gouvernements ne sont plus à l'ordre du jour. De même l'avantage compétitif ne repose plus sur l'avantage comparatif et la politique industrielle nationale devient une politique de l'attractivité qui doit répondre à la question de savoir comment faire pour attirer les firmes internationales sur le territoire national, soit en tant que producteur, soit en tant que donneur d'ordres.

Bien évidemment, cela ne signifie pas se désintéresser des entreprises nationales mais, au contraire, insérer celles-ci dans des démarches de partenariat de production, de services, de recherche-innovation avec les entreprises étrangères.

La spécialisation des économies émergentes ne se fait plus «ex-ante» (à l'avance) en fonction de leur dotation en facteurs (capital, travail et ressources naturelles), mais en fonction des choix de localisa-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

tion que font les firmes internationales. Les Sud-Coréens et les Japonais décident de s'installer en Algérie et notre pays devient spécialisé en électronique, alors qu'au départ, l'Algérie n'a là aucun avantage comparatif. Les portiques «d'industries industrialisantes» et «d'import substitution» sont abandonnées pour les modèles «d'export-promotion».

Les politiques industrielles adoptées récemment par le Maroc ou la Tunisie s'inscrivent dans cette nouvelle démarche.

Penser une stratégie de relance industrielle ne peut plus se faire en autarcie, c'est-à-dire en ignorant ce qui se passe dans le monde, en ignorant comment l'industrie mondiale est en train de se reconfigurer non plus par le fait des Etats seuls mais aussi et de plus en plus par celui des firmes internationales et des fonds d'investissement.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr

laalamhakim@hotmail.com



HAY LIKOUUM, KOULOUHA* !

Afin de permettre la participation du maximum de délégués, les dates du prochain congrès des moudjahidine coïncideront avec celles des vacances scolaires.

Logique !

L'idée fait son chemin. La création de deux associations. L'APEC et la CPEM. L'APEC, c'est l'Association des petits-enfants de chouhada. Et la CPEM, c'est la Coordination des Petits-enfants de moudjahidine. Il faut bien ça. Car un mal terrible guette la Famille révolutionnaire, plus connue sous la douce abréviation de la FR. Si l'on n'y prend garde, la FR, avec le temps qui passe, va se vider de tous ses membres. Les enfants de chouhada et de moudjahidine ont vieilli et risquent de signer avec leur départ la fin de la Famille révolutionnaire. Ce qui serait intolérable. I.N.T.O.L.E.R.A.B.L.E ! Pour empêcher cette fin, cette mort lente de la FR, une seule solution donc, lancer l'APEC et la CPEM. Je ne vois pas ce qui pourrait empêcher la naissance rapide de ces deux associations. Rien ! Il n'y a pas de raison ! On a bien créé l'Association des enfants de chouhada et la Coordination des enfants de moudjahidine. Alors, pourquoi pas les petits-enfants. Ne sont-ils pas les bénéficiaires naturels et tout désignés de la rente révolutionnaire que leur ont transmise leurs parents, eux-mêmes

détenteurs de ce gène par leurs parents ? La révolution, c'est génétique ! La révolution est génétique ou ne sera pas ! Mais, le lancement de l'APEC et de la CPEM ne suffit pas à lui seul pour sauver la FR. Il faut encore plus de mesures courageuses pour protéger la Famille révolutionnaire des dangers qui la guettent et de ceux qui voudraient l'exterminer. Entre autres mesures, je propose d'obliger tous ceux qui ne font pas partie de la FR à porter un signe distinctif. Un petit truc qui aiderait à savoir que son porteur ne fait pas partie de la Famille révolutionnaire. Pour l'heure, les initiateurs du double projet «APEC» et «CPEM» n'ont pas vraiment réfléchi à la nature de ce signe distinctif, cet identifiant. Il est vrai que ce n'est là qu'un point de détail. Mais rien n'interdit les bonnes âmes d'y réfléchir dès maintenant. Et dans ce cadre-là, je propose, par exemple, de faire porter par toutes celles et tous ceux qui ne font pas partie de la FR un écusson. Un bout de tissu brodé sur l'épaule ou sur la poitrine. Afin d'harmoniser la chose, la forme et la couleur de cet écusson seraient les mêmes pour tous les non-membres de la FR. Pourquoi pas une étoile ? De couleur jaune. C'est beau, le jaune, hein ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

* Traduit de l'algérien, ça donne à peu près ceci : «Tenez, elle est à vous, mangez-la !»



OFFRE SPÉCIALE
Séjour du 23 Octobre

A partir de
649 000.00 DA (Taxe non incluse)
+ Une Année d'Assurance tous risques
Offerte

ALLIANCE ASSURANCES

SIPAC : Oued Smar : 021 513 046 / 511 654
Mob : 0 770 265 103 / 0 770 313 876 / 0 770 265 100 / 0 770 265 080
Ain Milia : 023 450 629 - Tebessa : 037 490 475 - Batna : 030 361 259
Skikda : 038 722 660 - Chlef : 027 771 081 - Tougourt : 029 673 861
Tiaret : 046 418 108 - Biskra : 033 711 011 - Akbou : 034 353 560
Cheraga : 021 373 295 / Bordj El Kifane : 021 213 036 - Oran : 041 429 181

GEELY
Beyond value